



NIGER



Session de restitution de l'évaluation sur la gestion des ressources du secteur de la sécurité

Sur la base des conclusions de la conférence régionale de Bamako organisée par le DCAF en 2021 sur la gestion des ressources du secteur de la sécurité, les députés de la Commission de la Défense et de la Sécurité (CDS) ont inscrit comme action prioritaire dans leur plan d'action quinquennal l'établissement d'un rapport diagnostique sur cette question, comprenant des recommandations pour améliorer les cadres politiques et législatifs.

La restitution de ce rapport sur la gestion des ressources et les perspectives de modernisation de la gouvernance du secteur de la sécurité, réalisé par un expert du DCAF, s'est tenue le 5 décembre 2022 à Niamey en présence de plusieurs institutions de contrôle du secteur de la sécurité, de la société civile et de membres des Forces de Défense et de Sécurité (FDS). Au sortir de cette séance de restitution, les participants ont pu prendre connaissance des problèmes identifiés qui constituent un frein à la bonne gouvernance des ressources du secteur de la sécurité. Ils ont également pu échanger sur les expériences et bonnes pratiques en matière de mécanismes de passation des marchés publics et des bonnes pratiques en matière de gestion des ressources. Il est également attendu que les institutions qui ont participé puissent initier un dialogue politique sur la base des recommandations issues de l'évaluation pour davantage de transparence.

MALI



Formation des médias sur le guide de reportage du secteur de la sécurité

Du 5 au 7 décembre, à l'Ecole de Maintien de la Paix de Bamako, une formation visant à familiariser les journalistes avec les questions de gouvernance du secteur de la sécurité, en utilisant le [Guide du Reportage sur le Secteur de la Sécurité](#) produit par le DCAF a été organisée. L'atelier fut animé par l'experte Fairlie CHAPPUIS (auteure de l'outil), épaulée par deux facilitateurs locaux et a rassemblé 22 représentants de médias locaux, dont 9 femmes. Vu l'engouement, et l'intérêt des médias locaux, cette formation se poursuivra avec une nouvelle cohorte.



14ème Edition du Symposium National sur les Droits Humains

La Commission Nationale des Droits Humains (CNDH) a organisé la 14ème édition du symposium national sur les droits humains du 7 au 8 décembre 2022 à Bamako avec l'appui technique et financier du DCAF.

L'objectif était de faire l'état des lieux de la situation des Droits Humains au Mali, de partager les bonnes pratiques et perspectives, à travers un regard externe pour le respect des droits humains, dans un contexte de crise sécuritaire et de sensibiliser les acteurs sur la situation des droits humains au Mali. Le Symposium a réuni 151 personnes dont 51 femmes. Invité par DCAF, l'expert du Bénin Ga. Célestin GUIDIMEY a animé le panel sur le statut militaire de la police : « Opportunité et Défis : Analyse comparative du Bénin ».



Appui à l'Espace d'Interpellation Démocratique (EID)

Le Médiateur de la République du Mali a organisé le 10 décembre 2022 l'espace citoyen, dénommé, Espace d'Interpellation Démocratique (EID) avec l'appui du DCAF.

C'est un cadre dynamique, au cours duquel le Gouvernement se soumet aux préoccupations de la population suivant des interpellations que celle-ci lui adressent. Il permet ainsi de se faire une idée sur l'état de la démocratie et des droits de l'homme.

Au titre de l'année 2022, la session de la Commission de dépouillement a retenu 11 interpellations concernant le ministère de la Défense et des Anciens Combattants et celui de la Sécurité et de la Protection civile.

Le DCAF a pu soutenir la présence d'un certain nombre de citoyens venant de régions plus éloignées du pays, ce qui a contribué à faire entendre les voix et les préoccupations de la périphérie.

Appui à la tenue de la troisième Réunion du CCS de Bamako

La troisième réunion du Comité Consultatif de Sécurité (CCS) du District de Bamako a eu lieu le 14 décembre 2022 au Gouvernorat du District de Bamako sous la Présidence du Gouverneur. Ces échanges ont porté sur :

- Les dangers liés à la prolifération des armes légères et de petit calibre dans le District de Bamako ;
- Le point d'exécution des recommandations de la 2ème réunion ;
- La présentation de la situation sécuritaire du District de Bamako ;
- Les échanges sur la situation sécuritaire.

La rencontre s'est déroulée en quatre principales étapes, notamment, la cérémonie d'ouverture, les exposés et discussions, revue des recommandations et la clôture. Cette réunion a réuni 88 acteurs dont 23 femmes et 20% des participants étaient des jeunes (moins de 30 ans).



Médiation institutionnelle et médiation communautaire

En partenariat avec le Médiateur de la République, un séminaire de restitution globale des recommandations issues de l'atelier d'échanges sur le rôle des légitimités traditionnelles dans la prévention des conflits locaux a été organisé les 17 et 18 janvier 2023. Il visait à rapprocher la médiation institutionnelle et médiation communautaire pour prévenir les conflits et consolider la paix et la sécurité au Mali. Avec comme objectifs de créer un cadre de concertation et d'échanges entre le Médiateur de la République et les légitimités traditionnelles incluant les autres acteurs de prévention et de gestion des conflits (autorités administratives et politiques, organisations de la société civile), amorcer l'articulation entre la Médiation institutionnelle et la Médiation traditionnelle en prenant en compte les principes de bonne gouvernance, l'État de droit, la citoyenneté et le civisme dans une optique de refondation, renforcer la confiance entre les forces de défense et de sécurité et les populations et aussi entre l'Administration et les populations dans les zones ayant fait l'objet d'occupation et instaurer un système de relai au niveau local.

Les 68 acteurs (Délégués régionaux du Médiateur de la République, les légitimités traditionnelles de médiation des régions, représentants de structures de la société civile et les collaborateurs du siège du Médiateur de la République) venus des différentes régions du pays ont pris part au séminaire dont 14 femmes.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux:



DCAF Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Cette email a été envoyé par {{contact.EMAIL}}
Vous le recevez car vous êtes inscrit à notre newsletter

[Unsubscribe](#)